



## LA LETTRE MENSUELLE DU CIRIEC-FRANCE

n° 137 – novembre 2019

### Jouer collectif, c'est jouer gagnant

Jour après jour, chez nous comme ailleurs, l'actualité met à nu les nombreuses fractures qui fragmentent les sociétés. Face à cette réalité mortifère, quelques voix appellent à retisser du lien social.

Notre devoir est de répondre à cet appel salutaire et urgent en nous opposant aux dérives d'un système où l'égoïsme est érigé en vertu, où la méfiance, voire l'hostilité envers l'autre, le différent, l'étranger, est exacerbée par des irresponsables qui incitent à dénoncer les comportements jugés suspects, et y aident par le mensonge, la délation, la surveillance et l'exclusion.

Ces irresponsables, souvent guidés par des calculs électoralistes, prétendent exprimer le bien commun dont ils ont quelquefois la charge aux plus hauts niveaux des Etats. Leur médiocrité le dispute à leur cynisme. Ils mériteraient l'apostrophe qu'Albert Einstein adressait à ceux qui prennent plaisir à marcher en rangs au son d'une musique guerrière : « *Je les méprise profondément. Ils ont reçu le cerveau par erreur, la moelle épinière leur suffisait amplement !* » Ces pères fouettards sont souvent ceux-là mêmes qui ne s'intéressent qu'à la performance individuelle, qui préfèrent le particulier au général, qui, de l'école à l'entreprise, en passant par le stade, organisent la compétition au détriment de la coopération, qui applaudissent à l'exploit solitaire ou clanique, qui subordonnent la classe au groupe, le groupe à l'individu, en un mot qui placent chacun devant sa mangeoire individuelle, avec le pain et le cirque pour unique menu.

Comment dès lors s'étonner que l'actualité nous fournisse de nombreux exemples de replis sur soi, de comportements identitaires, de transgression des normes communes construites au fil du temps, souvent de haute lutte, pour précisément tisser ce lien social garant de la capacité de vivre ensemble dans le respect des différences et dans l'affirmation de l'universalité de valeurs et de règles d'autant mieux acceptées qu'elles s'appliquent à tous ?

Heureusement, l'actualité est aussi marquée par un foisonnement d'initiatives à contre-courant du modèle que l'on voudrait nous imposer. Au plan économique, l'essor des coopératives, des associations et d'autres formes d'entreprendre collectivement et de gérer démocratiquement, sans accaparement individuel des fruits de l'effort commun, ou encore le retour de l'entreprise publique, en particulier au niveau des territoires, témoignent de la demande d'une économie au service du bien commun.

Dans son domaine de compétences, le CIRIEC contribue à cette promotion du collectif. Par la recherche et l'information, il s'emploie à diffuser ces initiatives collectives et à encourager leur convergence vers un projet commun d'économie des besoins.

Nous nous efforçons ainsi de démontrer, preuves à l'appui, que jouer collectif c'est jouer gagnant.



**Marcel Caballero**

Président d'honneur  
Président du Conseil d'Orientation

## > La revue du CIRIEC indexée SSCI



La Revue scientifique du CIRIEC, « **Les Annales de l'économie publique, sociale et coopérative** » figure désormais dans le SSCI (Social Science Citation Index).

Cela signifie que, dans le « Web of Science », notre Revue sera transférée pour l'année en cours et les deux années précédentes du répertoire ESCI à l'index SSCI et qu'elle recevra un facteur d'impact dans le JCR (Journal Citation Reports) – Social Sciences Edition publié en juin prochain. **Être répertorié dans l'index SSCI est une vraie reconnaissance de la qualité scientifique et académique atteinte par la Revue du CIRIEC.**

Cette mission faisait partie des objectifs de longue date poursuivis par la Revue - aujourd'hui portée par la **Fondation Edgard Milhaud**.

- > Le *Social Sciences Citation Index* est une [base de données](#) créée en 1973 par l'*Institute for Scientific Information* comprend environ 3 000 [revues scientifiques](#) recouvrant 55 disciplines de [sciences humaines et sociales](#).

## > Les AGORAS de l'ESS



Les **AGORAS de l'ESS** organisées par le **CIRIEC-France** ont pour vocation de saisir et d'interroger les tendances de l'économie sociale et solidaire en mobilisant les travaux de recherche les plus récents et en les mettant en débat avec les acteurs.

Elles contribuent à préciser ce que peut être un « projet politique » de l'ESS.

Prochaine Agora, mardi 3 décembre 2019 de 9h30 à 12h30  
CEDIAS – Musée social 5, rue Las Cases – 75 007 Paris

### **« Le développement des logiques marchandes et managériales »**

(Animation Timothée Duverger et Nadine Richez-Battesti)

Les organisations de l'ESS (OESS) sont traversées par une rationalité économique (entreprises) et une rationalité politique (groupements de personnes) qui fondent leur équilibre. Elles sont cependant aujourd'hui soumises à une injonction paradoxale, sommées, d'une part, de recourir davantage à des recettes marchandes face à la raréfaction des ressources publiques et, d'autre part, d'affirmer leur responsabilité sociale d'entreprise, tandis que de nouveaux acteurs viennent les concurrencer sur la recherche d'utilité sociale (entreprises à mission...). En effet, le nouveau management public, qui se caractérise par l'essor des logiques managériales, concurrentielles et marchandes, contribue à transformer les OESS, ce dont rend compte l'émergence de la notion de *social business* depuis les années 2000 et l'utilisation croissante du terme d'entrepreneuriat social.

Cette deuxième **Agora de l'ESS** permet de saisir les tendances, les risques et les enjeux autour du développement des logiques marchandes et managériales pour interroger les tensions entre l'hégémonie gestionnaire et les aspirations au changement social.

#### Programme :

- Laurent Gardin : « Les nouvelles hybridations de ressources, entre l'État et le marché »
- Pascal Glémain : « Le tournant entrepreneurial de l'ESS, l'introduction des pratiques managériales »

> Information – inscription : [n.guillard@ciriec-france.org](mailto:n.guillard@ciriec-france.org)

## > « Idéaux & Débats » - Les Entretiens du CIRIEC

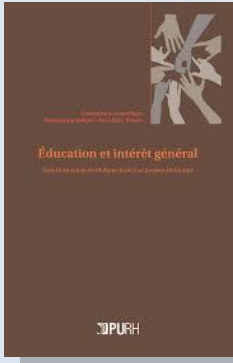


Dans « **Idéaux & Débats – Les entretiens du CIRIEC** », **Jacques LANDRIOT** présente la CG-SCOP dont il est le président.

Réalisés par Jean-Yves LE GALL auprès de personnalités du monde de l'économie sociale et solidaire, de l'économie publique, des services publics, des collectivités territoriales, des Institutions paritaires... ces entretiens ont pour objet de présenter leurs organisations, mais aussi leur vision des problématiques du moment.

> <https://www.ciriec-france.org/ciriec/cms/7146-7561/entretien-avec-jacques-landriot-10-2019.dhtml>

## > Ouvrage Education et intérêt général



Engagé depuis un demi-siècle dans un processus de décomposition-recomposition, le système éducatif français traverse une crise, qu'illustre la dégradation de ses résultats dans les comparaisons internationales.

Sur ce sujet capital pour l'avenir des individus, des entreprises et des territoires, l'ouvrage du CIRIEC-France apporte une vision complète, ordonnée et stimulante. Plutôt que de se focaliser sur quelques aspects fragmentaires du système ou des réformes, il met en perspective l'ensemble des problèmes essentiels. Fondé sur une analyse rigoureuse et étayé par des données précises, il formule des propositions constructives qui, sur chacun des principaux sujets à l'agenda politique, combinent les exigences de continuité et de renouveau.

La pluralité des points de vue exprimés enrichit l'ouvrage afin d'alimenter la réflexion du citoyen. Toutes les contributions s'inscrivent cependant dans une approche générale commune : l'éducation vue comme un bien commun essentiel dont la vocation non marchande est à préserver, la centralité de l'exigence d'égalité.

On lira avec intérêt la présentation que CAIRN INFO fait de l'ouvrage :

« Sous la coordination de Philippe Bance et de Jacques Fournier, le nouvel ouvrage du CIRIEC (Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative), consacré à l'Éducation et à la relation que les approches éducatives peuvent entretenir avec la notion d'intérêt général, mérite une attention particulière.

Autant le dire immédiatement, et comme l'évoquent sans ambiguïté les deux responsables de la publication, le sujet est loin d'être facile à circonscrire et il convient « d'élargir la perspective en considérant l'éducation comme un bien commun essentiel pour le développement humain » (introduction générale p. 10). La diversité des auteurs pressentis pour le livre est une réponse à cette complexité. Elle contribue à établir une définition et un champ d'illustrations solides pour l'argumentation. Entre des enseignants-chercheurs, des personnes ayant occupé (ou occupant encore) de hautes fonctions d'encadrement, des intellectuels, chacun s'attache à répondre à la thématique en fonction de son point de réflexion ou d'action. Ce choix permet de tisser des liens de compréhension entre les 34 différents chapitres de cet ouvrage subdivisé en cinq parties, qui peuvent éclairer le lecteur de manière complémentaire.

La variété dans les analyses et les auteurs choisis facilite aussi les lectures possibles de cette somme. La cohérence du thème suggère cependant d'avoir une première lecture linéaire pour mesurer ce qu'est l'intérêt général en éducation, au risque de confondre les principes et les causalités »...

> [Commander un exemplaire](#)

## > Activités scientifiques sur l'économie publique



Le programme de recherche/publication pour la période 2019-2020 du CIRIEC-International fait une place importante aux activités scientifiques liées aux Entreprises publiques/Services publics et à l'Action publique :

- Groupes de travail : Entreprises publiques à tous les niveaux de pouvoir :

- 1) Représentation des femmes au sein des entreprises publiques
- 2) Reddition de comptes
- 3) Organisations intergouvernementales
- 4) Remunicipalisation
- 5) Performance des entreprises publiques

6) Marché public et innovation

- Manuel d'économie et de gestion des entreprises publiques (Ed. Routledge)

1. Ampleur et portée du phénomène
2. Perspectives sur l'histoire et la géographie
3. Approches pour l'étude des EP
4. Dimensions financières de la propriété publique
5. Questions relatives à la gouvernance
6. Activités et performance des EP
7. EP et innovation : Une nouvelle ère

- Recherche transversale sur production jointe et coproduction de biens publics et de communs

- Numéro spécial APCE (Juin 2019) – *Performance and Potential of PPPs*

- Appel à contributions numéro spécial APCE : « *Les biens communs pour favoriser l'accès aux ressources et aux biens et services essentiels* »

- Séminaire sur la taxation digitale

- Marchés publics socialement responsables

Signalons en particulier le programme de travail d'un Groupe de travail transversal :

- Rôle joué par les organisations/entreprises publiques et d'économie sociale dans ces nouveaux processus d'action collective & impact des nouvelles formes de gouvernance multipartenaires sur le développement durable au niveau local et/ou mondial.

- Complémentarité et synergies possibles entre les organisations publiques et les organisations de l'économie sociale, dans la co-construction de l'action collective selon de nouvelles logiques d'intérêt général et de développement durable.

> Information : [ciriec@ulg.ac.be](mailto:ciriec@ulg.ac.be)

## > Cahiers de recherche

Nous poursuivons la publication des contributions présentées à notre 7<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale (Bucarest – Roumanie, 6 au 9 juin 2019)

**WP19/17** – LAMBRU M./ PETRESCU C. – [Social enterprises role in Romanian welfare system](#)

**WP19/16** – DACHEUX É./ GOUJON D. – [Vers un nouveau paradigme ancré dans les pratiques d'économie solidaire : le délibéralisme](#)

**WP19/15** – OPINCARU I-S./ CRÂNGAȘU D. – [Measuring the Impact of a Social Enterprise – Case Study CONCORDIA Bakery, Romania](#)

**WP19/14** – COSTANTINI A./ PASTORELLI G./ SEBILLO A. – [How Social Enterprises Contribute to Alternative Food Systems](#)

**WP19/13** – BASSI A./ FABBRI A. – [Workers BuyOut: why employee-owned enterprises are more resilient than corporate business in time of economic and financial crisis? The case of Emilia-Romagna Region](#)

...

Résumé de la contribution d'Eric DACHEUX et Daniel GOUJON

### **Vers un nouveau paradigme ancré dans les pratiques d'économie solidaire : le délibéralisme**

L'Agenda 2030 pour le développement durable reconnaît que le modèle de recherche de croissance infinie sur une planète finie n'est plus tenable. Aujourd'hui, de nombreux universitaires étudient de nouvelles voies de recherche. Les auteurs se situent dans cette perspective alternative comme en témoigne leur dernier livre, consacré à la théorisation de l'économie sociale et solidaire (ESS) publié en 2017 sous le titre [Principes d'Économie Solidaire](#).

La conclusion de leur livre était qu'un changement radical de la représentation actuelle de l'économie est une condition nécessaire pour sortir de l'impasse conceptuelle actuelle. Leur approche de l'économie – pour laquelle ils ont inventé le nouveau terme de "délibéralisme" – est radicalement différente de la présentation libérale orthodoxe. Elle découle de ce qu'ils considèrent comme un principe de base : la meilleure façon d'allouer les ressources dans une société démocratique ne repose pas sur la "main invisible" censée gouverner les marchés, mais plutôt sur un consensus délibératif atteint par toutes les parties concernées. Cette conclusion résulte de l'étude des expériences du secteur de l'économie sociale et solidaire.

> Accéder au Cahier : [Vers un nouveau paradigme ancré dans les pratiques d'économie solidaire : le délibéralisme](#)

> [ALL WORKING PAPERS](#)

## > Nouvelles sections nationales

Le Conseil d'administration international du CIRIEC, qui s'est réuni à Tunis le 28 octobre, a entériné la création de deux nouvelles sections nationales : le [CIRIEC-Mexique](#) et le [CIRIEC-Tunisie](#) (Cette dernière a été créée en coopération avec l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens). Il a enregistré la demande d'affiliation d'une section au [Costa-Rica](#) (La future section propose d'organiser la 8<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale, en septembre 2021). Des projets sont très avancés en [Suède](#) et [Finlande](#). Enfin, la section italienne, qui avait dû cesser son activité par manque de moyens, est en cours de reconstitution. Sa revue, *Economia pubblica*, continue de paraître, en lien avec le CIRIEC-International.

Plusieurs projets d'affiliation de membres collectifs sont en cours en [Corée du Sud](#) (Une université de Séoul est d'ores et déjà candidate à l'organisation de la 9<sup>ème</sup> Conférence internationale de recherche en économie sociale, en juillet 2023) , au [Pérou](#) (Université de Lima) et en [Equateur](#).

...

### **La section tunisienne du CIRIEC**



L'UGTT, principale organisation syndicale tunisienne, promotrice de la section tunisienne du CIRIEC, œuvre pour la promulgation d'une loi sur l'ESS. (Il existe déjà un ministre de l'économie sociale et solidaire. Le projet de loi organique proposé par l'UGTT a été validé par le gouvernement. Il crée un conseil supérieur et un cadre juridique pour la création d'établissements financiers dédiés à l'ESS).

Une équipe de chercheurs a été constituée au sein de l'UGTT, tant dans les domaines de l'économie sociale que de l'économie publique.

L'UGTT est membre d'un réseau qui a mené 47 projets territoriaux sur des pratiques de l'ESS, et s'emploie à théoriser ces pratiques avec l'aide de chercheurs.

Elle considère que l'ESS doit être une émanation de la société civile pour répondre aux besoins des populations et à l'intérêt général.

Le problème majeur de l'ESS tunisienne est le financement. Il s'agit d'un défi qui diffère selon la nature des entreprises. Les besoins financiers des coopératives sont importants, surtout en matière d'investissement. 7.000 associations à but non lucratif dépendent de donations et de financements nationaux et étrangers.

L'UGTT considère que, parce que les entreprises de l'ESS œuvrent au service de l'intérêt général, elles doivent être reconnues et aidées par l'Etat. Pour autant, elles doivent être indépendantes de ce dernier.





## Pour mieux faire face aux ruptures de vie

L'**OCIRP** (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance), acteur de la protection sociale complémentaire, union d'institutions de prévoyance, est un assureur à vocation sociale à but non lucratif. Avec ses membres, il agit à la fois au cœur des branches professionnelles, des entreprises et de la société.

Depuis plus de 50 ans, il propose une protection durable aux salariés et à leur famille, dans le cadre de contrats collectifs, pour les aider à faire face aux risques de la vie : veuvage, orphelinage, handicap, dépendance. Il s'engage socialement pour accompagner ses bénéficiaires et répondre aux enjeux sociétaux liés à la perte d'autonomie ou au décès. Pour protéger le salarié et sa famille en les aidant à faire face aux conséquences d'un décès ou de la perte d'autonomie. 6,6 millions de garanties **OCIRP** ont été souscrites pour couvrir ces risques lourds. Ces contrats collectifs négociés au sein des entreprises ou des branches professionnelles garantissent le versement d'une rente ou d'une aide financière ponctuelle et un accompagnement social personnalisé.

Parce qu'il s'agit de protéger des familles fragilisées par le décès ou la perte d'autonomie, la responsabilité de l'**OCIRP** est indispensable et son engagement total pour les sécuriser financièrement et les accompagner socialement.

Les contrats **OCIRP** sont collectifs à adhésion obligatoire. Ils sont distribués et gérés par les institutions de prévoyance membres de l'**OCIRP**, vendus principalement sur les marchés des branches professionnelles, des grands comptes et des entreprises.

Porteuse de l'engagement social de l'**OCIRP**, sa Fondation d'entreprise agit au cœur des familles vivant un deuil ou confrontées aux questions liées à l'autonomie. Depuis dix ans, la **Fondation OCIRP soutient ainsi des actions en direction des enfants orphelins**, pour les aider à construire leur avenir. Elle accompagne les veufs et les veuves en soutenant l'association Dialogue & Solidarité. Désormais, elle soutient également des porteurs de projets sur le handicap, la perte d'autonomie, les aidants... dans l'optique de favoriser l'autonomie.

Chiffres 2018 :

- 6 600 000 garanties OCIRP - 1 500 000 entreprises adhérentes
- 7,35 millions d'euros de résultat net. - Près de 2 milliards de provisions techniques.

> Pour plus d'informations : [visiter ocirp.fr](http://visiter.ocirp.fr)



## Le collaboratif au service de l'innovation publique

Afin d'accompagner la transformation de la fonction publique territoriale, le **Centre National de la Fonction Publique Territoriale** se place aux côtés des collectivités et de leurs agents.

Le site e-ressources responsable formation est un espace dédié aux acteurs de la formation dans les collectivités. Il vise à contribuer à leur professionnalisation et à favoriser l'émergence d'une culture professionnelle commune.

Fragilité des territoires et nécessité de recréer du lien social, nouveaux services, simplicité d'accès à nos administrations, faire mieux avec moins, redonner du sens à l'action... tels sont les défis actuels des collectivités que relève le **CNFPT**.

En quoi mobiliser l'intelligence collective dans les collectivités peut constituer un véritable atout pour relever ces défis ? C'est la question qui traversera une journée d'échanges, le 26 novembre 2019, à la bibliothèque municipale de Dunkerque. On y parlera usagers, mobilisation de l'intelligence collective et innovation. On y parlera management, ressources humaines, culture, social, ... politique et politiqueS.

Parce que l'innovation publique n'est pas réservée aux grandes collectivités ; parce que c'est bien plus qu'un gadget ou un effet de mode ; parce qu'il ne s'agit pas de proposer un discours sur... ou des intentions de..., on y croquera des acteurs de l'innovation publique, ceux qui font et qui ont fait, concrètement.

Public(s) : DG, DGA, chefs de projets

- > [Programme de la journée - Le collaboratif au service de l'innovation publique](#)
- > Contact(s) : Sandrine Greco - Tel : 03.28.51.32.36 - [sandrine.greco@cnfpt.fr](mailto:sandrine.greco@cnfpt.fr)

## LE DÉLIBÉRALISME :

UN NOUVEAU PARADIGME ANCRÉ DANS LES PRATIQUES D'ESS (1)



### **Eric DACHEUX**

Professeur des universités, responsable de l'équipe « Communication, innovation sociale et ESS » de l'EA4647 Clermont université (Université Blaise Pascal)



### **Daniel GOUJON**

MCF, Science économique, Université de Lyon, UMR-5600 Environnement-Ville-Société, laboratoire ISTHME, Université Jean-Monnet (IUT de Roanne)

Le monde change mais la science économique évolue peu. Le capitalisme menace la démocratie, mais cette dernière ne parvient plus à le réguler.

Ces deux constats sont à l'origine de cette construction théorique. Cette dernière repose sur une idée simple : il est possible, en partant des initiatives d'ESS qui s'opposent au capitalisme, de construire une nouvelle vision du vivre ensemble : le *délibéralisme*. Il s'agit de se défaire de la représentation libérale de l'économie pour construire une démocratie écologique et solidaire.

Le *délibéralisme* repose sur l'idée que la meilleure façon de favoriser la liberté de chacun est de créer une intelligence collective basée sur la participation de tous. C'est une nouvelle vision de la démocratie articulant une réflexion économique (la délibération comme principe d'allocation des ressources), une théorie politique (la démocratie radicale) et un nouveau cadre symbolique (l'épistémologie de la complexité).

Comme le libéralisme, ce nouveau cadre de compréhension de la société démocratique est, de par sa prétention globalisante même, sujet à débats et à interprétations. C'est justement là sa vocation : alimenter le débat public.

Ainsi, le *délibéralisme* n'est pas seulement une démarche de déconstruction/reconstruction de la science économique, c'est aussi un appel à l'engagement citoyen.

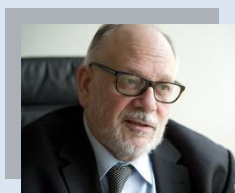
Face à l'urgence écologique, nous devons cesser d'être les spectateurs rationnels et modérés d'un système qui conduit le monde à sa destruction. La tâche la plus urgente est d'ouvrir, à nouveau, l'espace des possibles.

(1) Présentation synthétique du livre d'Eric Dacheux et Daniel Goujon : « Défaire le capitalisme, refaire la démocratie. Les enjeux du délibéralisme (Paris, ERES, à partir du 12 mars 2020)

## DE TUNIS À PARIS, QUELLE ESS ?

### **Jean-Louis CABRESPINES**

Vice-président du CIRIEC-France en charge de l'Économie sociale  
Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental



Au retour de Tunis où nous étions pour un conseil d'administration du CIRIEC International et un séminaire en vue de la création du CIRIEC-Tunisie, porté par l'Union Générale Tunisienne du Travail, des chercheurs tunisiens et des partenaires de plusieurs pays membres du CIRIEC International, je me faisais un plaisir de communiquer sur la richesse des échanges que nous avons eu, sur notre vision partagée de l'ESS entre les 15 pays membres du CIRIEC International et sur la qualité des recherches et des actions menées dans les différents pays.

#### **Le fossé se creuse**

Mais voilà, la réalité nous rattrape et nous montre le fossé qui existe de plus en plus entre ce que nous partageons avec de

nombreux pays et les dérives existant en France sur ce qu'est l'ESS et le succédané de celle-ci que promeut le Haut-commissariat à l'ESS et à l'Innovation Sociale.

C'est d'ailleurs ce que souligne Jean GATEL, ancien Secrétaire d'Etat à l'Economie Sociale, dans deux « posts » empreints d'espoir sur ce qui se passe dans le continent africain en matière d'ESS et plein de (colère, amertume, énervement...) face à la situation française : «... *Ceux qui trahissent l'ESS en la réduisant au seul entrepreneuriat social sont à contre courant de l'histoire et portent une lourde responsabilité face aux enjeux réels de la période. Certes ce n'est qu'un changement de paradigme limité face à l'ampleur du problème mondial mais nous sommes dans l'absolue nécessité de proposer une autre façon de consommer et produire ... le modèle français de l'économie sociale n'est en rien archaïque ; c'est le capitalisme*

qui est dépassé par l'évolution du monde. Et pourquoi ne pas croire en notre capacité de proposer une réponse solidaire et écologique... nous aurons au moins tenté quelque chose ! » (post du 6 octobre), ajoutant : « Je pars de Dakar à 2h du matin. Ravi parce que ce salon m'a confirmé l'engagement de nombreux pays africains dans la voie d'un développement solidaire et écologique porté par les entreprises de l'économie sociale et solidaire, mutuelles coopératives associations et entrepreneurs sociaux (des vrais)... Le continent africain massacré par la colonisation n'a pas envie d'en connaître une autre via le libéralisme triomphant. Priorité aussi à l'éducation à ces sujets. Mais infiniment triste et même écœuré car pendant ce temps le gouvernement Macron massacre l'économie sociale et solidaire, en particulier les associations. » (post du 31 octobre).

Car là est bien le constat : en plus de dévoyer complètement ce qu'est l'ESS, l'asphyxie progressive des entreprises de l'ESS, partenaires des pouvoirs publics pour contribuer au mieux vivre ensemble, lutter contre la pauvreté..., est en cours.

### Économie individuelle ou économie collective ?

On privilégie les startups, ces activités individuelles qui seraient censées sauver notre économie alors qu'elles ne sont que des berniques collées sur le dos des autres entreprises, se revendiquant pour certaines le nec plus ultra de la nouvelle ESS.

Ainsi, comment ne pas faire le parallèle entre l'annonce, le 7 septembre 2019, par Gabriel ATTAL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education et de la Jeunesse, d'une enveloppe de 28 millions d'euros en faveur du secteur associatif (pour 1,4 millions d'associations) tandis que le président de la République annonce, dix jours plus tard, une levée de 5 milliards d'euros pour financer « 25 « start-up » (prétendument) à haut potentiel (dénommés dans le Jargon LRM « les licornes »), dont 1 milliard d'euros venant de la seule Banque Publique d'Investissement, cette filiale de la Caisse des dépôts qui précisément devait servir à financer l'ESS !

Et après avoir annoncé un grand plan pour le secteur associatif, qui aujourd'hui encore tarde à voir le jour, Gabriel ATTAL exhortait les associations à « aller chercher davantage de financements privés » (article Colas AMBLARD sur site ISBL).

Le cynisme avec lequel les associations sont considérées reflète bien cette volonté de décrédibiliser leur action et de regarder ce qu'elles font par le prisme économique porté par l'économie capitaliste.

### Un regard financier sur les associations

Le dernier avatar en la matière, mais qui en dit long sur la relation entre le gouvernement et le monde associatif, est le post laissé par Gabriel ATTAL concernant les Restos du Cœur : « [Gabriel Attal @GabrielAttal](#) : « Si l'État gérait ce que font les 70 000 bénévoles des restos du cœur, cela coûterait 200 millions d'€ par an. Les associations ne sont pas un coût mais une chance. Pour notre pays et pour notre économie. Elles représentent aussi des « coûts évités » pour l'État. [#DirectAN](#) »

Même en essayant de considérer cela comme une maladresse et comme une interprétation de la part des vieux militants au cuir sensible, on ne peut que s'interroger sur la manière avec laquelle ce gouvernement considère les associations : elles sont un moyen, pour lui, de faire des économies.

Or, est-il besoin de rappeler le rôle essentiel joué par les associations dans tout ce qui touche à la vie des personnes et des territoires : la solidarité, la recherche de solutions innovantes, la prise en compte des besoins des populations, la pertinence des réponses face à des problèmes sociétaux et humains, la réalité de la cohésion sociale dont elles sont le ciment, l'apprentissage du vivre ensemble et de la citoyenneté,

l'éducation (populaire)... sont quelques exemples de ce que font et sont les associations.

Les réduire uniquement à ce qu'elles représentent d'économie pour le budget de l'Etat, c'est avoir sinon une vision étriquée, du moins une déformation gestionnaire qui ne sait pas ce qu'humain veut dire.

### Casser le thermomètre

Dans le même temps où l'on a une faible considération en direction des associations, on casse le thermomètre pour éviter de mesurer la fièvre en supprimant l'observatoire de la pauvreté : « Il est scandaleux que quelques jours après la journée internationale du 17 octobre et la publication du rapport ADT-Quart Monde, le Premier ministre Edouard Philippe annonce la suppression pure et simple de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion sociale (ONPES) mis en place par la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions – loi fondatrice des politiques publiques françaises en matière de lutte contre la pauvreté.

...l'association ATD-Quart monde (a publié) le 17 octobre dernier un important rapport sur la pauvreté élaboré en partenariat avec des chercheurs, des travailleurs sociaux et des personnes pauvres. Ce rapport rappelle qu'en France, d'après l'Insee, 9,3 millions de personnes étaient encore en situation de pauvreté en 2018, vivant avec moins de 855 euros par mois. » (Le Monde – 22 octobre 2019)

La mobilisation commence sur cette question et plusieurs personnalités se mobilisent : « Dans une tribune publiée dans Libération, plusieurs personnalités et chercheurs (parmi lesquels Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé-Pierre, Florent Gueguen directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité, Serge Paugam sociologue, directeur d'études à l'EHESS, Philippe Warin cofondateur de l'Observatoire des non-recours aux droits et services) s'interrogent sur la volonté du gouvernement : « L'objectif recherché est-il de « casser le thermomètre » pour ne plus voir le malade ? » – les 9 millions de pauvres qui font tâche dans le bilan présidentiel... » (Le Monde – 22 octobre 2019). Faisons de même.

### Pour une défense du monde associatif

Il faut donc rappeler sans cesse combien les associations sont nécessaires et le budget de l'Etat devrait être la traduction de cette prise en considération de leur action.

Le projet de loi de finances 2020 est loin du compte.

Ainsi que le rappelle le Mouvement Associatif : « ...les associations sont sur tous les fronts, dans toute la France, des zones les plus isolées aux zones très urbaines, et à l'international. Elles sont une réalité quotidienne pour chacun et chacune d'entre nous. Elles font vivre les territoires, créent du lien social, jouent un rôle économique clé. Crèches, maisons de retraite, associations de parents d'élèves, clubs sportifs, lieux culturels, collectifs de mobilisation militante ..., les associations développent des activités pour tous et toutes, créent de nouvelles façons de faire, permettent l'implication du plus grand nombre pour transformer le quotidien.

Les pouvoirs publics reconnaissent certes l'importance de la vie associative. Mais les déclarations ne suffisent pas, il faut des actes !

Mobilisons-nous ensemble pour des moyens à la hauteur de ce que représentent les associations dans notre pays, et ce dès le projet de loi de finances 2020, actuellement en débat. ». Nous sommes invités à interpeller nos parlementaires (<https://lemouvementassociatif.org/interpelez-vos-parlementaires/>).

Montrons la force et la vivacité des associations, montrons leur nécessité et défendons les valeurs humaines qui sont les leurs plutôt que de calculer les gains financiers qu'elles représentent.

...



## > Le marché contre l'humanité



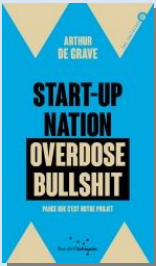
Nous avons longtemps considéré l'État et le marché comme deux réalités hétérogènes, l'une relevant de la sphère politique, souveraine, l'autre de la sphère économique, indépendante. Le néolibéralisme nous oblige pourtant à reconnaître l'apparition d'une souveraineté inédite puisque le marché globalisé a permis l'émergence de décideurs surpuissants, qui façonnent nos existences.

Ce pouvoir nouveau échappe à tout contrôle démocratique et s'affirme au moment où nous devons affronter des menaces majeures : celles du réchauffement climatique, du déclin du vivant et de l'épuisement des ressources terrestres ; et celle du tout numérique, qui pourrait ruiner cette autre souveraineté proprement humaine que nous exerçons sur nous-mêmes en détruisant nos capacités.

Ce livre de [Dominique Bourg](#) montre que nous ne parviendrons à sauver nos libertés politiques, et en particulier la première de toutes, qui est de continuer à vivre sur une planète habitable, qu'en adoptant une conception renouvelée de la souveraineté et en rabattant drastiquement nos prétentions économiques.

> Éd. PUF

## > Start-up Nation, Overdose Bullshit



« Ce pamphlet se veut une mise en pièces du concept de Start-up Nation, si cher à notre président actuel.

[Arthur de Grave](#) développe une critique drôle et vive du gouvernement actuel, qui, selon lui, voit la France telle une entreprise jeune, dynamique et ambitieuse. Il expose les « grosses ficelles » de ce projet politique et décrypte la réalité de la Start-up Nation, au-delà des tweets et tribunes enthousiastes.

Car le ver serait dans le fruit : on dématérialise à outrance tous les services publics ; on noue des partenariats avec les géants californiens du numérique, dans l'idée que, pour être parfaitement moderne, la France aurait besoin d'être coachée par un Jeff Bezos ou un Mark Zuckerberg.

Des rues de Tel-Aviv à la Baltique est retracée l'histoire de cette mythologie contemporaine. Et si la Start-up Nation n'était ni plus ni moins que le véhicule d'un discours de propagande moins inoffensif qu'il n'y paraît ? »

> Éd. Rue de l'échiquier

## > Pour en finir avec le sexisme... dans l'ESS



Une [recherche-action](#), menée par [La Manufacture Coopérative](#) avec plus d'une centaine de personnes issues d'associations, de coopératives et de réseaux d'entreprises de l'ESS, a travaillé sur la persistance des inégalités femmes-hommes et la perpétuation des stéréotypes de genre tout en relevant l'invisibilisation de ces problématiques.

Entre déni et incapacité à prioriser le sujet des discriminations de genre, c'est bien souvent la peur et les résistances qui empêchent la mobilisation.

Un des résultats de cette recherche est la rédaction d'un court ouvrage : « [Fabriquer l'Égalité](#),

[Manifeste pour en finir avec le sexisme dans l'ESS](#) »

A destination des personnes qu'elles soient salariées, bénévoles, sociétaires, élues ou représentantes du personnel, ce texte est une invitation, un outil de déconstruction collective. Il offre l'opportunité aux femmes et aux hommes alliés de faire émerger une prise de conscience et des actions collectives.

> [PRE-COMMANDEZ](#)

## > L'ESS au Maghreb



La RECMA (Revue internationale de l'économie sociale) vient de publier un dossier consacré à [l'ESS au Maghreb](#) (N° 354 de la revue).

En les situant dans le contexte des changements économiques et politiques propres à chaque pays, le dossier présente et analyse finement les pratiques et le potentiel de l'ESS. Au delà de différences tenant à l'histoire et la taille des pays, aux politiques gouvernementales, on observe partout un foisonnement d'initiatives qui témoignent d'un désir de changements de la société civile.

« L'ESS est perçue par de nombreux acteurs comme une contribution à la résolution des problèmes de sous-emploi, de pauvreté, de gestion des ressources naturelles ou d'inégalités territoriales... De nombreux défis et espoirs pour le Maghreb. »

[En savoir plus](#)

## > La lettre de l'Économie sociale

Bimensuel d'informations mutualistes, coopératives et associatives, [La lettre de l'Économie sociale](#) est éditée par la Coopérative d'Information et d'Édition Mutualistes (CIEM). Le n° 1719, du 31 octobre 2019, comporte une intéressante analyse du rapport du Haut Conseil à la vie associative intitulé « *Rôle et place des associations dans le contexte des nouveaux modèles d'entreprise* ».

> [www.economiesociale.co](http://www.economiesociale.co)



## > Rencontres de La Plaine (5<sup>ème</sup> Session)

À l'initiative de GOEES, Rencontres Sociales et EMI. Et avec le soutien de l'*Humanité*, *Politis* et Plaine Commune

**« Au service des citoyens et citoyennes, travailler aux convergences Economie publique/ESS »**

Dans la défense des intérêts « particuliers » dont ils sont porteurs, ceux des coopérateurs, des adhérents associatifs, des mutualistes, des publics auxquels ils sont amenés à répondre, les acteurs d'une ESS de transformation sociale revendiquant une démarche de solidarité et de démocratie s'impliquent nécessairement dans toutes les formes de renforcement des actions d'intérêt général.

Ainsi ils se retrouvent dans la démarche de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, comme dans les mobilisations syndicales récentes ou encore dans le travail du Centre international de recherche et d'information sur l'économie collective (CIRIEC) qui implique à la fois l'économie publique, sous ses formes diverses, et l'économie sociale.

Le démantèlement des services publics, les privatisations des entreprises publiques sont les manifestations les plus dangereuses des politiques libérales.

Mais le secteur de l'ESS est aussi touché à travers les tentatives de mises en situation de dépendance vis-à-vis des puissances privées de ses actions solidaires à travers les divers dispositifs « social impact » défendus par le Haut-commissaire Itier.

Pour autant la participation de structures ESS aux services publics, aux actions d'intérêt général demeure mal comprise dans l'opinion et jusqu'au sein de composantes essentielles du mouvement social comme les organisations syndicales et les forces de gauche. Même dans celles dont les acteurs ESS de transformation sociale peuvent être adhérents, cette convergence nécessaire économie publique/économie sociale et solidaire, peut être déniée.

Après avoir posé la question fondamentale de la dimension politique de l'ESS, puis celle du travail au sein de ses entreprises, après avoir ouvert un débat sur les rapports ESS/Communs, et tout en poursuivant ces chantiers qui demeurent d'actualité brûlante, les animateurs des Rencontres de La Plaine vous convient à leur 5<sup>ème</sup> session sur le thème :

**« Au service des citoyens et citoyennes, travailler aux convergences  
« Economie publique / ESS »**

(mercredi 20 novembre 2019 18h - 21h au 6B, 6-10 quai de Seine à Saint-Denis)

> Information – inscription : [milesy@rencontres-sociales.org](mailto:milesy@rencontres-sociales.org)

mercredi 20 novembre 2019 18h - 21h  
au 6B, 6-10 quai de Seine à Saint-Denis

**Patrick Vassalo,**

Adjoint au Maire de Saint-Denis / Conseiller territorial au développement de Plaine Commune

**Marie Christine Vergiat,**

Vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme / Ancienne députée européenne

**Gustave Massiah,**

CEDETIM / AITEC

**Jean Louis Cabrespines,**

Vice-président du CIRIEC / Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental

**Carole Brunet,**

Enseignante-Chercheuse (MCF) en Économie / Membre du Laboratoire d'Économie Dionysien (LED, Université Paris 8)

Débat animé par

**Jean Philippe Milesy**

> Information – inscription : [milesy@rencontres-sociales.org](mailto:milesy@rencontres-sociales.org)

## > Les Prix de l'ADDES



Depuis 1986, l'Association des le Développement de la Documentation sur l'Économie Sociale attribue des Prix dont la vocation est de récompenser un travail scientifique original portant sur l'Économie Sociale et solidaire, une ou plusieurs de ses composantes, ou sur un domaine transversal qui la concerne fortement.

Le choix est effectué par un Jury composé de personnalités qualifiées et dont le Président est nommé pour trois ans. L'annonce du Prix est largement diffusée, notamment dans les Universités et les diverses instances fédérales de l'Économie Sociale. Les lauréats reçoivent respectivement un prix d'un montant de 1500 euros (prix de mémoire de master ou de thèse professionnelle) et 3000 euros (prix de thèse de doctorat).

Pour être éligibles, les travaux présentés doivent être inédits et rédigés (ou traduits) en langue française. Les membres du Comité Scientifique ne sont pas autorisés à concourir. En revanche, les lauréats sont fortement encouragés à rejoindre ensuite le Comité Scientifique.

La prochaine remise du prix de thèse aura lieu au colloque de l'ADDES du 31 mars 2020.

> S'informer – candidater : [adde@coopanet.coop](mailto:adde@coopanet.coop)

## > Rencontres : Enjeux et connaissance du fait associatif



L'Institut français du Monde associatif réalise un cycle de rencontres territoriales dans toute la France sur les enjeux de connaissance du fait associatif, à destination des chercheurs et du monde associatif.

Ces rencontres sont destinées à mettre en lumière des témoignages locaux d'expériences conjointes entre recherche et associations. Elles permettront aux acteurs de la connaissance et de la pratique associative de se rassembler, de renforcer leurs liens et de faire part de leurs besoins.

L'Institut français du Monde associatif a été créé en janvier 2019 sous l'égide de la Fondation pour L'Université de Lyon, reconnue d'utilité publique. Basé à Lyon, il déploie une ambition nationale et européenne, et à terme internationale.

> >> [Consultez les lieux, dates et programmes de nos prochaines rencontres territoriales](#)

## > Journées de l'économie autrement



À l'initiative du magazine *Alternatives Economiques*, la 4<sup>ème</sup> édition des [Journées de l'économie autrement](#) se tiendra à Dijon, les 29 et 30 novembre 2019, et clôturera officiellement le *Mois de l'ESS*.

Durant 2 jours, plus de 150 intervenants débattront au sein de 3 plénières, 15 tables rondes, dix conférences-débats. 17 ateliers permettront en parallèle de rencontrer de nombreux porteurs d'initiatives. Développement des territoires, transition énergétique, démocratisation de l'économie, réduction des inégalités hommes-femmes, accès aux soins de tous, mutations du système agricole et alimentaire, etc.

Les Journées de l'économie autrement traitent des enjeux auxquels notre société est confrontée aujourd'hui et autour desquels le débat économique et social se structure. Elles mettent également

en valeur la contribution de l'économie sociale et solidaire à la construction d'un modèle d'activité à la fois soutenable, producteur de bien-être pour tous et mobilisant l'initiative de chacun.

(Nota : Dans son dernier numéro, *Alternatives Economiques* consacre un cahier spécial de 16 pages à « l'Économie autrement », qui détaille une trentaine d'initiatives dans toute la France).

[En savoir plus](#)

## > Journée européenne des entreprises de l'économie sociale



Le Comité Economique et Social Européen organise la 4<sup>e</sup> édition de la [Journée européenne des entreprises de l'économie sociale](#) à Strasbourg, le 27 novembre. L'événement, coorganisé avec la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole, avec la participation du Ministère français de la transition écologique et solidaire, aura pour thème :

[L'économie sociale: mobiliser les villes, les régions et la société civile.](#)  
[Pacte d'impact pour l'Union européenne](#)

L'objectif est, d'une part, de faire le point sur les progrès accomplis dans la construction d'un écosystème pour les entreprises de l'économie sociale et, d'autre part, de déterminer les prochaines étapes pour que ce modèle

d'entreprise soit reconnu et diffusé plus largement.

La Journée est également l'occasion de donner la parole aux acteurs du secteur. C'est un moyen d'obtenir une vision globale de la situation, de créer des synergies et de discuter de la manière de progresser vers un changement systémique au niveau européen.

L'événement sera clôturé par un document de réflexion qui sera remis à la nouvelle Commission européenne et au nouveau Parlement européen.

> Plus d'informations : [SocialEnterprise@eesc.europa.eu](mailto:SocialEnterprise@eesc.europa.eu)

## > Rencontre « Culture & ESS »



À la suite des [XIXe Rencontres du RIUESS](#) (Réseau Inter Universitaire de l'Économie Sociale et Solidaire) qui se sont déroulées à Marne-la-Vallée en mai dernier, des contributions ont été réunies sur le thème « *ESS de la culture et culture de l'ESS* ».

Dans l'ouvrage « *Culture et ESS* » publié aux PUG, un état des lieux des liens entre les acteurs de la culture et de l'ESS, leurs difficultés et leurs enjeux, a été dressé.

À l'occasion de sa parution, le **RIUESS** organise une rencontre à Paris (Maison des Métallos).

L'événement donnera la parole à des acteurs de la culture et de l'ESS afin de mettre en perspective pour les uns et les autres, mais aussi pour les territoires, leur vision du rendez-vous entre la culture et l'ESS.

> [Découvrez le projet](#) > [Information et inscription](#)

## > Rencontre Nationale du Crédit Coopératif



Pour cette 39<sup>ème</sup> édition (Paris, 5 décembre 2019), le **Crédit Coopératif** pose la question : « [Peut-on s'engager sans déranger ?](#) » et ouvre un espace de dialogue entre les figures désormais multiples de l'engagement :

- Les nouveaux chemins de l'engagement
- S'unir face aux plateformes
- Militer pour la proximité
- Démocratiser l'écologie radicale

> [Information et inscription](#)

# "BRÈVES"

## LES COOPÉRATIVES PROSPÈRENT... MÊME AUX USA

Selon la National Co-operative Bank, les 100 plus grandes coopératives américaines ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 222,2 milliards de dollars en 2018.

Ces coopératives sont présentes dans de nombreux secteurs : agriculture, logement, finance, énergie, loisirs...

En tête du classement :

- Dans l'agriculture, la coopérative CHS Inc, (CA de 32,7 milliards de dollars).
- Dans la banque, la Navy Federal Credit Union arrive en tête du TOP 10, avec 8,6 milliards de dollars.
- Dans le secteur électrique, Basin Electric Power est n° 1, avec 2,4 milliards de dollars.

## LE GOUVERNEMENT S'OBSTINE, LES ÉLUS RÉSISTENT

Le gouvernement maintient le cap sur les 70 000 suppressions de postes annoncées dans la fonction publique territoriale, d'ici 2022.

De leur côté, le vice-président de l'Association des maires de France, André Laignel, et le président du Centre national de la fonction publique territoriale, François Deluga jugent cet objectif non réaliste.

Qui est le mieux placé pour évaluer les besoins des territoires ? Poser la question, s'est y répondre.

## BAISSE DE L'EMPLOI DANS LES ASSOCIATIONS

Après plusieurs années d'augmentation continue, l'emploi associatif a connu une baisse en 2018. La tendance se poursuit en 2019, alors qu'elle était à l'augmentation régulière depuis 2011. Les quelque 160.000 établissements employeurs ont vu leurs effectifs salariés se réduire de 1 % et le nombre d'associations employeurs diminuer de 2,7%.

Trou d'air passager ou conséquence durable de la réduction des emplois aidés décidée par le gouvernement ? À surveiller.

## REMUE-MÉNAGE SYNDICAL À LA MACIF

La CGT termine en tête des organisations syndicales aux élections professionnelles de la MACIF SAM. Avec 33,25 % des suffrages exprimés, elle détrône la CFDT de la première place. Il en est de même au niveau du groupe, où elle progresse partout au détriment de la CFDT.

Il semblerait que la CFDT paye son « accompagnement » de la politique de la direction qui, d'après la CGT, enchaîne les plans stratégiques sur base de remise en cause des acquis sociaux.

## PETIT À PETIT ENERCOOP FAIT SON NID...

ENERCOOP est une coopérative de fourniture d'énergies 100 % renouvelables. Au travers de 11 coopératives régionales, elle associe producteurs et consommateurs qui se connectent en circuit court sur l'ensemble de l'hexagone.

ENERCOOP s'est aujourd'hui 70 000 Consommateurs, 241 Producteurs, 209 MW Puissance totale, 245 GWh Consommation annuelle.

Encore un petit distributeur, certes, mais qui, petit à petit, fait son nid grâce à l'esprit coopératif qui anime producteurs et consommateurs.

<https://www.enercoop.fr>

## ... ET LA NEF ITOU

Unique en France, la Nef (Nouvelle Economie Fraternelle) est une **coopérative financière** qui offre des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle.

Fin 2018, ce sont plus de 2,8 millions de produits d'épargne solidaire qui ont été souscrits par des particuliers et des investisseurs institutionnels, pour un encours de 12,6 Mds€ (+8,7%). 63,6% de ce montant est issu de l'épargne salariale, 31,2% de l'épargne bancaire et 5,2% des placements proposés par les entreprises solidaires. Grâce à cette épargne, les acteurs de la finance solidaire ont investi 372 M€ en 2018 dans des projets à forte utilité sociale et/ou environnementale.

La Nef ne représente que 2,6% dans ce marché des collecteurs d'épargne solidaire, mais en 2018, elle est à l'origine de 23% des financements solidaires en France ! (hors investissement des foncières sociales). La raison : la Nef ne finance que des activités écologiques sociales, et culturelles. ([source Finansol](#))

Ces dernières années, la Nef débloque environ 400 prêts par an. Depuis 30 ans, elle a ainsi accompagné plus de 5 000 entreprises qui construisent un monde plus juste et plus durable.

<https://www.lanef.com>

# CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,  
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*  
créée par le professeur Edgard Milhaud, il y a plus d'un siècle

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général :  
économie publique et économie sociale

Ses travaux se réalisent

à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...  
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations  
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique

Le CIRIEC est constitué de sections nationales

La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales  
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale,  
organismes à gestion paritaire et syndicats

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres  
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD

Informations-adhésions : [info@ciriec-france.org](mailto:info@ciriec-france.org)

## CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris  
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : [info@ciriec-france.org](mailto:info@ciriec-france.org)  
[www.ciriec-france.org](http://www.ciriec-france.org)



## LA LETTRE MENSUELLE DU CIRIEC-FRANCE

Direction légale de la publication : Alain ARNAUD - Direction de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez  
contribuer à la *Lettre du CIRIEC-France*



[marcel.caballero@club-internet.fr](mailto:marcel.caballero@club-internet.fr)